

Commission : UNESCO

Question : Peut-on tout dire dans les médias et sur les réseaux sociaux ?

Auteur : Royaume Uni

Comme l'indique la déclaration universelle des droits de l'homme, la liberté d'expression a toujours été un droit fondamental et essentiel pour toute démocratie, permettant de penser et s'exprimer librement. Ces dernières années ont vu l'expansion de l'Internet et des réseaux sociaux, qui favorisent la diffusion de messages et d'informations et accroît la liberté d'expression à l'échelle mondiale. Le Royaume-Uni est favorable à la diffusion d'informations dans les médias et les réseaux sociaux, mais n'accepte pas les abus de liberté.

Le Royaume-Uni considère que tout les citoyens doivent avoir l'opportunité de s'exprimer et avoir accès à l'information. Il a d'ailleurs à de nombreuses reprises oeuvré pour que la liberté d'expression et celle des médias soit respectée au niveau international, en organisant et en accueillant la Conférence mondiale pour la liberté de la presse en juillet 2019 à Londres. Il assure aussi la coprésidence de la nouvelle Coalition pour la liberté des médias, qui a pour objectif de protéger les journalistes et membres des médias en condamnant ceux qui menacent la liberté et la sécurité des journalistes.

Malgré des cas de suicides de jeunes liés à l'utilisation des réseaux sociaux (Par exemple en 2017, le suicide de la jeune fille de 14 ans Molly Russel qui a fait polémique car les publications qu'elle consultait sur le réseau social Instagram l'ont conduite au suicide), il faut souligner que le Royaume-Uni mène depuis de nombreuses années des campagnes de sensibilisation dans les écoles sur l'importance de garder un esprit critique et de vérifier les informations que l'ont diffuse sur les réseaux sociaux. Il s'est également engagé à faire d'avantage pression sur les différents entreprises qui mettent à disposition ces plateformes pour qu'ils suppriment les contenus inappropriés.

Le Royaume-Uni estime néanmoins qu'il y a des limites à la liberté d'expression car elle ne doit pas nuire à autrui. En l'espace de 21 ans entre 1994 et 2015, le Royaume-Uni a ainsi dû défendre des décisions prises par ses juridictions nationale lors d'une vingtaine de procès qui lui ont été intentés par des citoyens à la cour européenne des droits de l'homme.

Dans l'affaire Peck contre le Royaume-Uni , où le requérant a porté plainte contre la divulgation auprès des médias d'un film issu d'une caméra de surveillance de la société Brentwood Borough Council, la cour européenne a conclu l'affaire par une décision en faveur du requérant en considérant que son droit à l'image n'a pas été respecté et que l'entreprise responsable aurait dû demander une autorisation avant de remettre la vidéo sur laquelle il apparaît.

Le Royaume-Uni estime aussi que la présence importante des journaux tabloïds qui sont encrés dans la culture britannique, est un inconvénient. Ces journaux sont massivement achetés, contrairement aux journaux nationaux de qualité qui traitent des sujets plus informatifs et polémiques. En 2017, 450 000 exemplaires de The Times ont été vendus, contre 1,56 millions d'exemplaires pour The Sun , le journal le plus acheté au Royaume Uni.

Ces tabloïds ont une réputation de ne pas être de bonne qualité et de comporter de nombreux « fake news » qui empêchent d'avoir accès à une information de qualité.

Le Royaume-Uni souhaiterait utiliser la longue expérience qu'elle a acquise sur ce qu'il faut faire et surtout ce qu'il ne faut pas faire pour proposer des solutions qui permettront de réduire les aspects négatifs des médias et des réseaux sociaux et d'augmenter les possibilités offertes aux citoyens de s'informer correctement.

Dans un premier temps, le Royaume-Uni souhaiterait mettre à la disposition des jeunes des Red Lines téléphoniques, pour qu'ils puissent demander de l'aide auprès de personnes qui pourront les dissuader et les conseiller, comme le fait déjà l'association britannique Papyrus de prévention du suicide chez les jeunes.

Enfin le Royaume-Uni voudrait aider à renforcer la protection des journalistes dans le monde en investissant plus dans des organismes internationaux qui luttent pour la sécurité des journalistes.